Solidaires Finances Publiques

DECLARATION LIMINAIRE
CSA L du 17/09/2025

Madame la Présidente,

Le contexte social est plus que dégradé et en tension en France, et l'instabilité politique (pour rester polie) qui l'accompagne, confortent Solidaires Finances Publiques dans ses revendications de justice fiscale, sociale, et environnementale, et son appui marqué du mouvement débuté le 10 septembre dernier.

Les orientations budgétaires pour 2026, présentées le 15 juillet par François Bayrou, cumulaient les régressions sociales et les attaques contre le monde du travail, les retraités et les malades : suppression de deux jours fériés, suppressions massives d'emplois dans la fonction publique, gel des rémunérations des agents publics, des retraites et des prestations sociales, doublement des franchises médicales, remise en cause de la 5e semaine de congés payés... Les services publics et les fonctionnaires sont une fois de plus la cible privilégiée des politiques austéritaires. À la DGFiP, 550 suppressions d'emplois supplémentaires sont projetées pour 2026 puis 600 pour 2027 avant même application de la suppression d'un fonctionnaire sur 3.

Solidaire Finances Publiques refuse que la DGFiP soit une nouvelle fois sacrifiée sur l'autel de l'austérité budgétaire et avec les autres organisations syndicales, dont celles représentatives à la DIRCOFI Centre Ouest, exige :

-Des moyens budgétaires suffisants pour exercer nos missions de service public
-L'arrêt des suppressions d'emplois à la DGFiP
-Une revalorisation significative des rémunérations des agent.e.s publics
-L'abrogation du jour de carence et de la baisse de 10 % des rémunérations pendant les congés maladies
-L'abandon de l'année blanche et la revalorisation des pensions de retraites et des prestations sociales
-L'abandon du recul de l'âge de la retraite à 64 ans
-Une véritable justice fiscale avec une hausse de la taxation des hauts revenus
-L'arrêt des aides massives aux entreprises sans contreparties

Sur le plan de l'égalité professionnelle, alors que les femmes représentent près de 60 % des personnels de la DGFiP, que pour la première fois depuis sa création en 2008 une femme en est Directrice Générale, les inégalités salariales et de carrière sont encore à déplorer au sein de notre administration. Cette situation est inacceptable pour Solidaires Finances Publiques, qui s'attache à défendre les droits des femmes, et notamment celui de disposer de leur corps, y compris à travers le droit à l'avortement, désormais inscrit dans la Constitution. Solidaires Finances Publiques demande la mise en place immédiate du congé menstruel pour les femmes, à la DGFIP comme dans toutes les administrations.

Dans ces perspectives sans repères où le service public est mis à mal, les chaînes de travail fragmentées, les socles de connaissances émiettés, les agents et agentes perdent le sens du travail et de leur mission et la DIRCOFI Centre Ouest n'échappe pas à ce constat.

Pour que les missions puissent être correctement réalisées, l'emploi est au cœur du sujet, dans une administration dont l'attractivité faiblit et les départs à la retraite vont être massifs au cours de ces prochaines années, y compris à la DIRCOFI Centre Ouest.

La tentation du recrutement par voie de contractualisation, déjà bien lancée depuis 2024 est prégnante et Solidaires Finances Publiques rappelle son opposition à cette précarisation du travail qui progresse dans notre administration, dans l'opacité la plus totale, et alors que d'autres choix sont possibles.

Pour que les personnels puissent réaliser correctement leurs missions, il leur faut des conditions de travail dignes et responsables. Solidaires Finances Publiques s'oppose à tout détournement de l'usage du télétravail sans ou contre le consentement des agent.e.s.

L'ordre du jour de ce CSAL, demandé par l'ensemble des organisations syndicales représentatives élues par les personnels, porte les métiers de la DIRCOFI Centre Ouest au centre des préoccupations de cette instance, et c'est une bonne chose.

Malgré la mise à l'écart d'une partie de nos demandes, dont vous voudrez bien nous expliquer le fondement, nous allons parler objectifs, missions, applicatifs, protection, et Solidaires Finances Publiques attend de vous, Madame la Présidente, des signaux positifs à transmettre aux agent.e.s, inquiet.e.s pour leur avenir et celui de leurs missions.

Un point spécifique sera effectué sur la situation des cellules d'appui auxquelles Solidaires Finances Publiques apporte un attachement tout particulier.

La DIRCOFI Centre Ouest est une direction composée à près de 90 % de personnels de catégorie A, A+ et A++. La place des agent.e.s de cellules d'appui est donc très discrète sur le TAGERFIP. Pour autant, les cellules d'appui font partie intégrante de l'organisation du contrôle fiscal en DIRCOFI.

Les missions des agent.e.s B des cellules d'appui ont beaucoup évolué en quelques années. Elles font depuis peu l'objet de fiches de poste et le recrutement se fait désormais au choix dès le mouvement national. Pour autant, les conditions de travail, tant matérielles que psychologiques des agent.e.s qui y sont affecté.e.s sont préoccupantes, avec des missions en constante augmentation, mais dont l'intérêt est quant à lui de plus en plus dégradé. Isolement, manque de considération, de repères, de soutien, de formation, alors que, point important : ce sont des postes majoritairement tenus par des femmes. Solidaires Finances Publiques sera donc extrêmement attentif au bilan que vous nous présenterez de ces missions, et réitère sa demande de réflexion approfondie en termes d'organisation du travail et de conditions de travail, en y associant les personnels concerné.e.s et leurs représentant.e.s.

Rappelons également que si « le seul objectif décliné de manière individuelle est le repère d'activité CF-06 (Nombre d'opérations de contrôle fiscal externe) avec une valeur de référence », la DIRCOFI Centre Ouest est également constituée de missions supports, et d'une division des affaires juridiques - dont la situation en termes d'emplois apparaît elle aussi préoccupante - qu'il est important de ne pas négliger dans une instance qui a vocation à parler « METIERS ».

Par ailleurs, Solidaires Finances Publiques souhaite évoquer les projets de déménagements des brigades de LE MANS et Brest lors de cette instance.

De même, le redéploiement des emplois issus de la suppression des PCE, qui fait l'objet de nombreuses interrogations, nécessitera des éclairages de votre part, notamment sur les modalités d'accueil de ces agent.e.s à la DIRCOFI Centre Ouest, car oui, derrière les emplois, il y aura bien des agents et agentes, qui méritent des conditions de travail dignes.

Notre syndicat Solidaires Finances Publiques est attaché à son administration, ses missions et les personnels qui la composent et sera toujours présent et déterminé pour les défendre.

Il est demandé que cette déclaration liminaire soit jointe au P-V de ce CSAL.